

## TRIBUNE DE LIBRE EXPRESSION

### Le "quoi qu'il en coûte" quand cela arrange

Après le « nous sommes en guerre » de 2019, le « réarmement civique » pour les vœux de 2024, le Président Macron a ressorti la rhétorique militaire pour évoquer la situation internationale.

Face à cette menace il compte sur l'élan des citoyens pour soutenir l'effort de guerre, « sans augmenter les impôts », grâce à leur contribution volontaire.

Cette vision des choses est largement partagée par d'autres pays européens, comme le Danemark qui propose de repousser l'âge de départ à la retraite à 70 ans pour financer cet effort.

Cependant, si la guerre avec la Russie est un défi immédiat et tangible, la crise climatique est une menace à long terme, bien plus insidieuse mais tout aussi dévastatrice. Les catastrophes naturelles liées au réchauffement climatique sont de plus en plus fréquentes : incendies, sécheresses, inondations, tempêtes violentes. Pourtant, malgré la clarté des alertes scientifiques et les appels urgents des experts du climat, les investissements pour atténuer les effets du changement climatique et pour favoriser une transition énergétique durable restent bien timides. Mais comme le disait M le Président : « Qui aurait pu prédire la crise climatique ? ».

Les Français ne seraient pas prêts à faire des sacrifices pour le climat et le seraient pour financer l'effort de guerre ?

Il y a encore quelques semaines le gouvernement mettait la pression sur les collectivités locales pour trouver des économies, effectuait des coupes sombres dans les budgets de la culture, de l'éducation, des affaires sociales et maintenant la rigueur budgétaire ne serait plus de mise ?

Le désaveu des constats scientifiques par l'administration Trump est largement commenté en France, mais faisons nous beaucoup mieux chez nous ? Le réchauffement, comme l'effondrement de la biodiversité, font largement consensus dans la communauté scientifique, et sont des menaces existentielles pour l'humanité, et pourtant notre gouvernement fait la sourde oreille, préférant la satisfaction des intérêts de lobbies industriels et financiers de court terme.

La dichotomie entre les demandes pour faire face au risque de guerre avec la Russie et l'absence d'investissements significatifs pour le climat et la biodiversité soulève des interrogations profondes sur les priorités et les choix des gouvernements à l'échelle mondiale. Les collectivités locales, à commencer par Chenôve, sont bien seules quand des investissements sont rendus nécessaires par les défis auxquels l'humanité est confrontée.

**Groupe « Solidarité et écologie pour Chenôve »**

Bruno HABERKORN (président),

Sylvain BLANDIN, Yves-Marie BRUGNOT,

Sophie MOREAU